

# COMMISSION DEPARTEMENTALE DU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

---

## Réunion du 15 septembre 2010

M. le Préfet ouvre la séance en remerciant les participants et en indiquant que la commission se réunira désormais selon une périodicité bimestrielle. Il poursuit en donnant des éléments de conjoncture sur les principaux agrégats économiques.

Avec une perspective de croissance de +1,5% en 2010, la France se situe dans la moyenne des pays européens. Le niveau de la consommation se maintient et l'on note une reprise de la production industrielle soutenue par le dynamisme du commerce mondial. Par ailleurs, le chômage a cessé de se dégrader en 2010.

La conjoncture internationale demeure cependant incertaine : croissance mondiale +4,2% en 2011 contre +4,5% en 2010 (prévisions FMI).

M. le Préfet annonce qu'il présentera un bilan de la mise en œuvre du plan de relance dans le département (98 M€ au profit du tissu économique départemental).

### 1/ Données fiscales et sociales

#### **1.1 Trésorerie Générale**

La commission des chefs des services financiers et des représentants des organismes de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et de l'assurance chômage (CCSF) joue un rôle essentiel depuis le début de la crise économique qui l'a conduite à faire évoluer ses méthodes.

Les créanciers publics s'associent pour accorder assez souplement des délais de paiement, négocier des plans de règlement et même, depuis la loi de sauvegarde des entreprises de juillet 2005, accorder des remises sous certaines conditions.

Ce dispositif présente l'avantage d'un minimum de formalisme : la saisine se fait par simple lettre, la commission fonctionne comme un guichet unique pour l'ensemble des impôts et des cotisations sociales. Il a subi directement les effets de la crise comme le montre l'augmentation des demandes reçues et des plans accordés : 6 plans en 2008, 36 en 2009 et 19 à fin juin 2010.

Si la CCSF n'a pas perdu de vue les intérêts publics qu'elle a en charge, elle a cependant notablement assoupli les exigences formelles demandées aux chefs d'entreprise.

#### **1.2 Direction des services fiscaux**

L'évolution des chiffres d'affaires déclarés par les entreprises du département assujetties à la TVA à fin juillet 2010 progresse de 1,5 % par rapport à juillet 2009 (-0,51 % pour la région et - 2,28 % pour le niveau national) ;

Pour le secteur de la construction, le chiffre d'affaires du département recule de 1% au mois de juillet contre - 1,4 % en région et - 4,7 % au niveau national.

Pour le commerce et la réparation automobile, le mois de juillet reste très positif pour le Tarn et Garonne (+ 9,4 % et + 5,4 % en région et + 5,8 % au niveau national).

Le département semble toujours relativement moins affecté par rapport au niveau régional et national.

En revanche, certaines évolutions sont plus préoccupantes :

- Les restes à recouvrer bruts globaux atteignent 20,1 M€ à fin juillet 2010 (11,8 M€ en 2008 et 16,3 M€ en 2009)
- Le nombre d'ouverture de procédures collectives continuent de progresser (160 en 2007, 207 en 2008, 236 en 2009 et déjà 147 au 20 août 2010)
- Le taux de paiement spontané à l'échéance de la TVA diminue (98,2 % en 2008, 97,5% en 2009 et 96,6% à fin juillet 2010)

Ces deux derniers indicateurs semblent montrer qu'en dépit d'un relatif maintien de l'activité, les entreprises rencontrent toujours des difficultés financières.

### **1.3 Unité Territoriale de la DIRECCTE (ex-DDTEFP)**

#### **• Chômage partiel**

Au 13 septembre, **361.000 heures de chômage partiel** ont été autorisées pour l'année 2010 (rappel : 432.000 heures accordées en 2009).

Par ailleurs, les demandes de remboursement (qui sont l'indicateur de la réalité des difficultés rencontrées par les entreprises) oscillent autour de 40% du volume des heures demandées. Ce taux est lui aussi relativement stable.

Quelques grandes entreprises, qui sont généralement également conventionnées au titre de l'APLD (activité partielle de longue durée) concentrent l'essentiel de la demande. Sur 57 entreprises demandeuses de chômage partiel en 2010 :

- une concentre 33,6% du total de la demande à elle seule,
- sept autres représentent également 33,8% du total des heures demandées,
- 49 entreprises se partageant le dernier tiers du volume demandé.

Au 15 août 2010, l'Etat a déjà consacré près de 800 000 € pour aider les entreprises du Tarn-et-Garonne dans la mise en oeuvre de l'activité réduite (481.700€ au titre du chômage partiel et 312.625€ au titre de l'APLD).

#### **• Licenciements économiques et ruptures conventionnelles**

Au 31 juillet 2010, les services de l'Unité Territoriale ont été informés de 294 **licenciements économiques**, dont :

- 4 licenciements collectifs de plus de 10 salariés représentant un total de 159 suppressions d'emplois : 34 AGMAD en mai, 64 BOUYER et 28 LENOIR en juin, et 33 SFNA en juillet
- 84 licenciements de moins de 10 salariés représentant 135 suppressions d'emploi ;

Seuls deux Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) ont été mis en oeuvre à ce jour : Bouyer et SFNA.

*Nota : ces chiffres ne sont pas exhaustifs puisque, d'une part, plusieurs entreprises ne respectent pas leur obligation d'information d'un licenciement économique et ne sont donc pas*

comptabilisées, et (l'autre part plusieurs licenciements économiques ont été réalisés par rupture conventionnelle.

Par ailleurs, 548 demandes d'homologation de **ruptures conventionnelles** ont été adressées à l'UT au 16 juin 2010 (soit environ 75 à 80 demandes par mois depuis 2009).

- **Emploi et marché du travail**

Le taux de chômage départemental s'est légèrement réduit à **10,9 %** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2010 (contre 11% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 et 1<sup>er</sup> trimestre 2010). Il est, avec l'Ariège, le plus haut taux de Midi-Pyrénées (moyennes régionale et nationale à 9,3% en baisse de 0,2 point sur 1 trimestre).

Au 31 juillet 2010, le Tarn-et-Garonne comptabilisait (en données brutes) :

- 10 462 demandeurs d'emploi de catégorie A (+12,4% sur 1 an)
- 16 091 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C (+12,1% sur 1 an),

... soit des augmentations annuelles supérieures aux évolutions observées en Midi-Pyrénées (+ 7,8% de DE cat.A et +9,8% de DE cat.A-B-C).

Les femmes représentent 54,8% de la demande d'emploi de cat.A (52,9% en Midi-Pyrénées), soit la deuxième plus forte proportion régionale (après le Gers : 55,9%).

Cf. tableaux joints en **annexe 1**.

## **2/ Banque de France**

Le support de présentation de l'analyse de la conjoncture régionale et départementale à la rentrée de 2010 de M. le Directeur de la Banque de France est joint en **annexe 2**.

- **Médiation du crédit**

142 dossiers de médiation ont été déposés dans le département avec un taux de succès de 68%, contre 1375 pour la région avec un taux de succès de 70%. Le nombre de dossiers en instance est actuellement peu élevé.

## **3/ Tour de table**

- **BTP**

La période actuelle reste très instable. On observe une légère amélioration pour le secteur du bâtiment mais essentiellement sur la partie « privé ». La commande publique reste très en retrait.

Concernant le secteur des travaux publics, la commande publique est quasiment inexistante. Les collectivités territoriales sont attentistes, craignant une diminution de leurs ressources suite à la réforme de la taxe professionnelle.

La dégradation de la trésorerie des entreprises continue de s'accroître du fait notamment du rallongement des délais de paiement des collectivités.

La région Midi-Pyrénées serait la plus impactée avec une baisse de l'activité allant de – 5 à – 10%.

- **Chambre de commerce et d'industrie**

L'industrie présente des signes de reprise, les carnets de commandes sont assez bien remplis et le chiffre d'affaires est en progression. En revanche, la situation du commerce de détail et de proximité reste très tendue. De la même manière, le secteur de l'hôtellerie - restauration continue à souffrir de la crise. La saison touristique a été décevante et le nombre de défaillances reste élevé.

- **ADE 82**

Le constat de la CCI est partagé par l'ADE 82. Les chefs d'entreprise parlent à nouveau d'investissement même si la situation est toujours délicate.

On observe une certaine prudence de la part des collectivités territoriales.

- **FBF – BNP PARIBAS**

Les encours des crédits d'investissement ont progressé de 3,1%. Du fait de la détérioration des marges, les chefs d'entreprise restent plutôt prudents.

Il existe une forte attente par rapport au nouveau prêt à taux zéro.

M. le Préfet conclut ce tour de table en soulignant que les efforts réalisés pour maîtriser les dépenses publiques vont se poursuivre. Les pouvoirs publics ont le souci de trouver le bon équilibre : poursuivre la diminution des dépenses publiques dans le but de limiter le déficit public et l'endettement tout en soutenant l'économie.

#### **4/ Intervention de Mme Christel BONNAUD, directrice LCL**

Mme Christel BONNAUD présente les méthodes de distribution du crédit chez LCL ainsi que les principes organisationnels de la médiation.

Le traitement des dossiers de demande de crédit est centralisé au niveau d'une plate-forme appelée centre de décision. L'agence bancaire est ensuite informée dans un délai très bref de la décision retenue : accord, demande d'information complémentaire ou refus motivé.

Dans le cas d'un refus, l'agence bancaire peut maintenir sa demande de concours et demander un arbitrage en local au niveau de la direction régionale.

Dans le domaine de la médiation du crédit, LCL n'a enregistré que très peu de dossiers dans le département (4 au cours des 2 dernières années).

#### **5/ Intervention de M. Thierry COUVE, directeur territorial du Pôle emploi Lot et Tarn et Garonne**

La présentation de l'offre de service du Pôle Emploi en Tarn et Garonne est jointe en **annexe 3**.



## Liste des annexes

Annexe 1 : Tableaux de l'unité territoriale de la DIRECCTE (ex-DDTEFP)

Annexe 2 : Tableaux et graphiques de la Banque de France

Annexe 3 : L'offre de service du Pôle Emploi en Tarn et Garonne



La prochaine réunion se déroulera **le 24 novembre**, à partir de 17H00, à la préfecture.

## PARTICIPANTS

NOM-PRENOM	ORGANISME
BARREAU Patrick	Caisse d'Epargne
BERTHOUMIEUX Carole	BNP PARIBAS
BONNAUD Christel	LCL
BONTEMPI Martine	Préfecture
CASTELLI Michel	Pôle emploi 46 et 82
CHERLONNEIX Bernard	Banque de France
CHEVRIER Daniel	FBF-BNP PARIBAS
CLUSA-WEBER Dominique	UT DIRECCTE
COSTES Vincent	ADE 82
COUVE	Pôle emploi 46 et 82
DELETANG Sylvie	CCI
GRIZAUD Alain	FBTP
LAQUERBE Thibaud	SIAGI
PLACE Stève	Banque Courtois
RABAIN Lionel	DSF
SIGNORET Delphine	Trésorerie Générale
SUDRY Fabien	Préfet